

UNE DOUBLE URGENCE : S'OPPOSER AU PIRE ET AGIR POUR UNE FRANCE PLUS JUSTE ET PLUS SOLIDAIRE

Pour la deuxième fois en quinze ans, l'élection présidentielle française porte au second tour l'extrême droite. Déjà les dernières élections intermédiaires avaient marqué dans de nombreuses régions une progression importante du Front national, certaines le mettant clairement en tête.

Nos mouvements prennent ces résultats successifs avec la plus grande gravité. Non pas uniquement pour le péril que cela fait peser sur les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité que nous défendons, mais parce qu'ils mettent en risque l'intégrité nationale.

Aussi, il s'agit de traiter deux urgences aujourd'hui :

La première, la plus immédiate, est celle d'une candidature qui n'offre aucune solution ni de court terme, ni durable ou sérieuse, et qui est héritière d'une idéologie et de traditions politiques qui ont toujours mené à la désunion et à la guerre dans l'histoire. Son accession au pouvoir constitue un risque fort d'implosion pour le pays.

La seconde, est celle de l'appel des citoyens eux-mêmes, qui par la voie des urnes, envoient inlassablement depuis de nombreuses années et de façon toujours plus forte, le signal d'une détresse à laquelle nos associations sont confrontées au quotidien. Détresse qui est demeurée insuffisamment entendue du pouvoir politique et qui dénote il faut bien le dire, d'une société dont les principales forces motrices sont devenues plus exclusives qu'inclusives.

Aussi, nous appelons solennellement à la prise en compte de cette double urgence qui se manifeste devant nous. Tout d'abord en s'opposant fermement le 7 mai dans les urnes à la candidate Marine Le Pen par le choix clair du seul candidat républicain restant. C'est un acte de responsabilité.

Ensuite en appelant instamment ce dernier à la plus grande attention aux causes de ces souffrances et à faire de la seconde urgence une priorité absolue.

Le chômage, et l'accroissement continu des inégalités sociales et territoriales depuis plus de 30 ans aggravent la perte de confiance de la population. Ils nourrissent le sentiment d'une injustice de plus en plus inacceptable. Ils fissurent tous les jours un peu plus la cohésion sociale et renforcent le sentiment que chacun est laissé seul face à lui-même et à son destin.

Pour autant, les initiatives positives ne manquent pas. Les citoyens sont demandeurs de plus de lien social et de protections, et sont prêts à la mobilisation et à la participation. Nombre d'entre eux investissent tous les jours cette soif d'engagement dans l'action collective et le monde associatif notamment, et de nombreux autres souhaitent en faire autant. La jeunesse de France est engagée, plus qu'ailleurs en Europe. Il y a partout une innovation sociale qui se déploie, dans un écosystème pourtant bien fragile mais qui trouve au quotidien des solutions nouvelles pour répondre aux difficultés de nos concitoyens. Partout il y a des acteurs qui se saisissent du formidable potentiel qu'offrent les transitions écologiques et numériques, et qui bâtissent des perspectives pour l'avenir. Partout, des expériences de démocratie participative viennent nourrir l'élaboration des politiques publiques.

Cette force de l'engagement citoyen et associatif pour l'intérêt général, et ces innovations dont notre société est riche, doivent être au cœur de la refondation de notre contrat social, et du projet à proposer au pays. Il faudra les voir, les entendre, les saisir et les nourrir.

Le moment est sans doute historique. Et il dépasse les simples frontières de la France. La montée des populismes aux Etats-Unis et dans de nombreux pays d'Europe marque une défiance grandissante des opinions publiques envers une mondialisation dont nos politiques publiques n'ont pas su corriger les retombées négatives. Elle marque un désamour qui s'approfondit avec une Union européenne qui a fait de grandes réalisations et a permis une paix si précieuse sur notre continent, mais qui pratique une grammaire de plus en plus complexe à une partie de nos concitoyens et se montre souvent sourde à leurs aspirations.

Oui, le moment est historique. Alors nous faisons acte aujourd'hui de barrer la voie au péril immédiat du Front National, et de poursuivre notre mobilisation sur le terrain, auprès et avec les citoyens, pour contribuer à l'émergence d'une société plus juste et plus durable, qui redonne sens, envie et espoir.



SIGNATAIRES

Philippe Jahshan, président du Mouvement associatif,
et
Nadia Bellaoui, secrétaire générale de la Ligue de l'Enseignement,
Yannick Blanc, président de la Fonda,
Michelle Demessine, présidente de l'Unat,
Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss,
Daniel Frédout, président du Cnajep,
Brigitte Giraud, présidente de Celavar,
Thierry Lebehot, président de Citoyens et Justice,
Malo Mofakhami, président d'Animafac,
Jean Pallière, président de France Bénévolat,
Bertrand Ousset, président de Monalisa.